

Michel
Charzat

Politiquement
libre

Démocratie ou libéralisme :
le pari de la Cité

Entretiens avec
Claude Neuschwander

024935660

825
32

cahiers libres

2

2000 - 8304

OUVRAGES DE MICHEL CHARZAT

- Le CERES, un combat pour le socialisme* (en collaboration avec Ghislaine Toutain), Calmann-Lévy, Paris, 1975.
- Georges Sorel et la révolution au XX^e siècle*, Hachette « Essais », Paris, 1977.
- Otto Bauer et l'austro-marxisme*, Martinsart, Paris, 1978.
- Le Syndrome de la gauche*, Grasset, Paris, 1979.
- La France et le déclin*, PUF, Paris, 1988.
- Un nouvel horizon* (en collaboration), Gallimard, coll. « Le Débat », Paris, 1992.
- Le Paris citoyen*, Stock, Paris, 1998.

OUVRAGES DE CLAUDE NEUSCHWANDER

- Patron, mais...* (entretiens avec Bernard Guetta), Seuil, Paris, 1975.
- L'Économie et les emplois* (en collaboration avec J.-P. Muret et H. Sibille), Syros, Paris, 1983.
- C'est dur d'être de gauche* (sous le pseudonyme collectif de Jean Mitoyen), Syros, Paris, 1985.
- La Communication dans tous ses états* (en collaboration avec J.-M. Charpentier, G. de Margerie, O. Dousset, G. Carles), Syros, Paris, 1985.
- L'Acteur et le Changement. Essai sur les réseaux*, Seuil, Paris, 1991.
- Lip, vingt ans après. Propos sur le chômage* (avec Gaston Bordet), Syros, Paris, 1993.
- Le Libéralisme contre la démocratie. Le temps des citoyens* (avec Alain Girard), Syros, Paris, 1997.



Michel Charzat

Politiquement libre

Démocratie ou libéralisme : le pari de la Cité

Entretiens avec Claude Neuschwander

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

9 bis, rue Abel-Hovelacque

PARIS XIII^e

1999

DL- 15 10 1999 4 2 4 3 7

Catalogage Électre-Bibliographie

CHARZAT, Michel*NEUSCHWANDER, Claude

Politiquement libre : démocratie ou libéralisme : le pari de la Cité ; entretiens avec Claude Neuschwander. – Paris : La Découverte, 1999. – (Cahiers libres)

ISBN 2-7071-3114-8

Rameau : démocratie locale
administration locale : participation des citoyens : Paris (France) : arrondissement (20*)

Dewey : 321.8 : Formes de l'organisation politique. Régimes démocratiques

Public concerné : Tout public

En application des articles L 122-10 à L 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À La Découverte**.

Prologue

La démocratie au cœur !

Encore un livre politique ! Après vingt-cinq années d'engagement politique, pourquoi écrivez-vous ce livre ? Ne vous sentez-vous pas, parfois, découragé ?

Au contraire ! Faire de la politique et en faire vraiment, c'est résister. C'est refuser de laisser aux cyniques et aux démagogues le soin de s'occuper de nos affaires. C'est affronter les défis nouveaux qui apparaissent. Considérez, par exemple, l'inquiétante concentration des pouvoirs à l'intérieur de la sphère économique, ou encore l'essor des nouvelles technologies, notamment dans les domaines de l'information ou de la génétique. Ces mutations, brutales au regard de l'Histoire, questionnent le pouvoir réel du politique et l'essence de notre démocratie.

Face à cela, comment pourrait-on être tenté de baisser les bras ? Bien au contraire, je crains que le temps ne me soit compté pour réaliser l'essentiel de ce qui me paraît vraiment important : être soi-même, agir avec les autres, refuser la fatalité.

La politique n'est pas tout dans la vie ; mais c'est elle qui, en définitive, conditionne la vie de tous. Je voudrais qu'elle

politiquement libre

soit à la fois une éthique et une esthétique. Et puis je me sens beaucoup plus libre à présent, parce que je me considère vraiment dégagé des luttes de clans et de factions. Je suis sans doute moins candide, mais tout aussi déterminé : on ne nettoie pas les écuries d'Augias avec des gants de peau !

Aujourd'hui, je viens de vous le dire, la démocratie me paraît insidieusement remise en cause. J'entends travailler et agir pour lui redonner toutes ses chances et l'aider à recouvrer son crédit. C'est dans ce but que j'ai décidé d'écrire ce livre. Cela va, sans doute, m'obliger à parler trop souvent à la première personne alors que justement mon ambition consiste à changer de logique afin que la politique, cessant d'être confisquée par quelques-uns, redevienne l'affaire de tous.

La forme de l'entretien que j'ai choisie est celle qui se rapproche le plus d'une discussion argumentée : je vous remercie de m'avoir apporté votre contribution à cet exercice que je voudrais sans complaisance.

Pourquoi et comment vous êtes-vous engagé dans la politique ?

Parce que vingt ans c'est l'âge de l'engagement ; l'âge où les doutes deviennent des certitudes, puis des convictions que l'on veut faire partager ; l'âge où l'on a envie de se battre contre l'injustice et la misère. Il en est chez qui cela passe, comme une sorte de crise d'adolescence. En ce qui me concerne, ces convictions sont restées très vivantes.

Mon engagement s'est fait, dès le départ, contre l'OAS, et pour l'Union de la gauche, alors en gestation. Il s'est traduit par une adhésion à l'UNEF, à la rentrée de 1961, alors même que j'entrais en année préparatoire à Sciences-Po de Paris. Il s'est concrétisé quelques années plus tard, en mai 1968, au paroxysme du mouvement : j'ai été l'un des rares jeunes de ce moment de notre histoire à prendre ma carte à la SFIO. Jean-Pierre Chevènement avait réussi à me convaincre que c'était là qu'il fallait entrer, pour dynamiser la vieille maison de l'intérieur et reconstruire un nouveau Parti socialiste.

la démocratie au cœur !

De l'entrisme en quelque sorte, mais assumé et même revendiqué par les « jeunes-turcs » du CERES, la tendance que nous avons alors créée...

La guerre d'Algérie, Mai 68, comment avez-vous donc vécu ces grands moments ?

J'ai vécu la fin de la guerre d'Algérie comme un adhérent de base de l'UNEF, la grande UNEF de ces années-là. Vous le savez mieux que moi, l'UNEF était alors l'organisation unique représentative des intérêts de l'ensemble des étudiants. Quelques années plus tôt, en 1956, une équipe de militants, venant à part égale de la JEC catholique et des étudiants socialistes, avait fait basculer l'UNEF à gauche. Et du coup, l'UNEF s'était affirmée comme le seul mouvement organisé à avoir pris position contre la guerre d'Algérie. Militer signifiait alors manifester, affronter physiquement des adversaires bien armés, mais aussi réfléchir, travailler, débattre. L'UNEF fut pour moi une belle école de militantisme.

Les souvenirs les plus douloureux de cette période furent, à coup sûr, le massacre organisé des Algériens par la police parisienne le 17 octobre 1961 et la manifestation de Charonne, le 11 février 1962. J'étais au métro Charonne, quelques minutes avant le drame ; et j'ai participé, deux jours plus tard, à l'immense manifestation parisienne rendant hommage aux victimes de cette tuerie.

En Mai 68, j'étais mobilisé. Simple troufion, j'étais consigné la journée durant et je ne pouvais faire le mur que le soir ; j'enrageais alors, comme Fabrice à Waterloo, mais je suis resté dans l'incapacité de vivre cet événement de façon active.

Vous avez été un proche de Jean-Pierre Chevènement et l'un des théoriciens d'un CERES alors novateur. Quel bilan tirez-vous de cette équipée ?

C'était une autre époque, pleine de promesses, mais aussi d'illusions. C'est une chance d'avoir travaillé et milité, vingt

politiquement libre

années durant au CERES : il aura été un des « logiciens », sinon le logiciel de la gauche ; c'était aussi une formidable école militante. Dans les années soixante-dix, il a eu tort d'avoir raison trop tard, alors que la crise minait le projet de Programme commun. Et dans les années quatre-vingt, il a eu tort d'avoir raison trop tôt : son virage « républicain » n'a pas été compris ; sans doute, même, nous y sommes-nous mal pris ! Quelques années après ce « virage », la majeure partie de la gauche professait la ligne républicaine. Le CERES, devenu Socialisme et République, n'avait pu tirer bénéfice de son nouveau cours, car en son sein beaucoup de ses membres restaient attachés à une conception figée de la société.

La crispation finit par l'emporter au lendemain de la disparition du Mur de Berlin, entraînant celle de l'Union soviétique, qui rendait caduque la grille d'analyse internationale du CERES. J'ai ressenti d'autant plus douloureusement ma rupture avec Jean-Pierre Chevènement que j'avais été jusqu'alors de tous ses combats. Mais j'ai choisi le principe de réalité et je m'y suis tenu, car j'ai maintes fois pu constater que la vie finit toujours par rattraper la théorie ! Cela étant, même si je ne partage pas toutes ses positions, Jean-Pierre Chevènement reste pour moi une personnalité attachante qui honore notre vie publique.

On vous qualifie volontiers de théoricien. Comment ressentez-vous cette assertion ?

Certains disent en effet « théoricien » et d'autres ajoutent « homme d'appareil ». À l'époque, c'est le mérite que m'avait reconnu François Mitterrand, lorsque je l'avais aidé à gagner le congrès de Metz en 1979, en écartant préalablement au sein du CERES ceux qui préféreraient la ligne Rocard-Mauroy à la sienne.

Cette double image n'était déjà, à l'époque, que partiellement ressemblante. « Je » était et est un autre ! Mais il est vrai que, depuis, j'ai quelque peu changé. J'ai mieux compris que mes idées devaient être validées par l'expérience : je fais tout à fait mienne la conviction qu'exprimait

Jean Jaurès lorsqu'il disait qu'il fallait « partir du réel pour aller vers l'idéal ». Le retour au terrain que cela a entraîné a été tout à fait déterminant pour ma propre évolution.

Vous avez été parmi ceux qui ont fait le congrès d'Épinay, où a été fondé le nouveau Parti socialiste en 1971. Vous avez ensuite joué les premiers rôles à la direction du PS, d'abord à l'époque de François Mitterrand, puis aux côtés, successivement, de Lionel Jospin, de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius. Quelle est votre vision de cette époque riche en événements ?

Après Épinay, j'ai effectivement exercé des responsabilités successives dans la direction nationale du PS, de 1979 à 1993. On m'a dit que cela constituait même, sans doute, un record de longévité à un tel niveau. Je résumerai en trois points mes souvenirs de cette période : le sentiment d'une promesse inaboutie, la conscience de la prise en compte salutaire du monde tel qu'il est, mais aussi la marque d'un certain déficit démocratique.

Je m'explique : dans les années soixante-dix, la gauche s'était reconstruite contre toute espérance et contre toute évidence ; puis, en 1981, elle a fait ce qu'elle avait dit qu'elle ferait. Cela n'a pas marché aussi bien que prévu, car le monde, tout comme la société, avait changé en profondeur ; il fallait corriger le tir pour permettre à la France de continuer à participer à l'aventure européenne. On l'a fait certes, mais sans vraiment le dire !

Je serais sans doute moins sévère aujourd'hui que je ne l'étais alors. Il y a des époques où l'on fait l'Histoire ; et il en est d'autres où il faut la subir. Disons que, tout compte fait, l'air du temps n'était guère propice à un projet de gauche !

Il est à la mode de prendre ses distances avec François Mitterrand. Êtes-vous, comme d'autres, tenté par le « droit d'inventaire » ?

François Mitterrand appartient à l'histoire de notre pays dont il a incarné, un demi-siècle durant, quelques-unes des

politiquement libre

contradictions ; il en avait certaines des vertus, mais aussi, reconnaissons-le, certaines des faiblesses...

La mode passe et se démode à son tour. Je laisse aux spécialistes dressés à rapporter le gibier le soin de faire leur besogne, s'ils en ont le goût. Les critiques que je pourrais porter aujourd'hui sur l'action du Président sont celles que je faisais déjà du temps où il était au cœur du pouvoir. Le droit d'inventaire ? C'est un devoir de lucidité qui s'impose évidemment, aujourd'hui comme hier.

Vous êtes maire d'arrondissement et sénateur de Paris. Où en êtes-vous après vingt-cinq années d'engagement politique ?

Je suis dans la période ma vie qui était celle de François Mitterrand en 1971, lorsqu'il a commencé le long chemin de la conquête du pouvoir. J'espère bien – et je suis même fermement convaincu – qu'il ne me sera pas nécessaire d'avoir la même patience pour voir, à son tour, triompher l'alternance à Paris.

Militant de conviction, je reste prêt à toutes les batailles auxquelles il faudra participer. À la fois comme élu local et comme parlementaire de Paris, j'ai le devoir de préparer, à ma place et avec tous mes moyens, la bataille qui va s'engager pour la mairie de Paris. D'autant que la gravité des problèmes auxquels est confronté l'Hôtel de Ville oblige, dans l'intérêt de Paris et dans celui des citoyens, à réagir, vite et fort. En plus, pour la première fois depuis longtemps, la bataille ne sera pas menée en vain, car la victoire est possible. Elle est même probable ; il reste à l'assurer et puis à l'assumer !

N'avez-vous pas l'impression que, tant par vos actes que par vos paroles, vous dérangez encore plus certains de vos amis que vos adversaires déclarés ?

Ne vous y trompez pas, dès que l'on est décidé à faire bouger les choses on dérange les conservateurs, à quelque bord qu'ils appartiennent ! Il y a des précédents : en particulier, je garde douloureusement, comme une sorte de

modèle, le souvenir de Pierre Bérégovoy, homme de devoir et de scrupules. Peu après avoir été nommé Premier ministre, il m'avait confié : « C'est trop tard, maintenant. » C'était un homme d'État qui n'a pas eu l'opportunité de pouvoir donner à temps toute sa mesure. En 1992, il envisageait de parrainer la constitution d'une nouvelle force politique, progressiste et largement ouverte sur la société ; il jugeait en effet le PS complètement paralysé par les luttes internes qui opposaient ses dirigeants. Il m'avait alors proposé de venir, avec un ou deux autres de ses proches, animer cette force. La campagne qui l'a visé l'a empêché d'amorcer ce projet.

La politique est déconsidérée. Qu'auriez-vous envie de dire à un jeune pour lui faire partager votre foi en l'engagement collectif ?

Je sais qu'il n'est pas facile de faire partager à un jeune toutes les convictions d'un homme ayant accumulé certaines expériences de la vie. Je regrette d'ailleurs que nos structures militantes soient si peu préparées à s'ouvrir aux jeunes.

Cela dit, je reste convaincu qu'il est exaltant de faire aujourd'hui de la politique, car la politique, vécue comme une démocratie en mouvement, est à refonder. Quoi de plus séduisant que cette aventure, addition d'explorations tentées, de risques assumés... Surtout aujourd'hui où l'on n'est plus du tout attiré par le chant des sirènes qui nous susurrant que la politique avait réponse à tout, ou encore que le « sens de l'Histoire » guidait nos pas. Il est plus facile désormais d'être lucide sans pour autant devenir roué ; la caractéristique des temps qui commencent est sans doute que les mouvements progressistes aspirent davantage aux valeurs fondamentales que les mouvements conservateurs.

Et puis l'engagement politique trouve sa justification dans le fait que l'on est toujours plus créatif – et donc plus efficace – collectivement qu'individuellement. La politique est déconsidérée, me dites-vous ; mais il suffira qu'une relève se présente, qu'elle bouscule les conformismes, qu'elle impose de nouveaux comportements et tout, je vous le garantis, tout

politiquement libre

changera. Je crois que l'essentiel de ma tâche aujourd'hui est, au travers de l'exercice de mes fonctions, de contribuer à la préparation de cette mutation...

Fondamentalement, la politique reste une activité humaine à la fois difficile et nécessaire alors même que notre avenir semble énigmatique : il est possible qu'un jour vienne où, par notre échec, la planète se retrouve épuisée par les effets de la technique, et le pouvoir confisqué par une moderne oligarchie ; mais il reste tout aussi vraisemblable que la Terre devienne la patrie universelle des hommes, que la démocratie assure la confiance des citoyens entre eux, que l'Europe enrichisse et transmette l'héritage de l'humanisme occidental... À nous de choisir, de vouloir et d'agir.

Oui, notre époque est vraiment le moment pour des jeunes de « se bouger » pour régénérer la politique, pour qu'elle sorte du « politiquement correct » réducteur, mièvre et sans lendemain, pour qu'elle devienne libre, totalement libre et donc autre.

« Politiquement libre » est souvent traduit par les appareils : « électron libre »...

C'est la preuve qu'il est encore difficile d'aborder le problème de l'engagement politique en d'autres termes que ceux du passé. Pourtant un mouvement de fond monte de la société et conduit les individus à revendiquer une plus grande autonomie. On peut choisir de l'ignorer ou de le canaliser. Pour ma part, je préfère en être l'un des médiateurs.

En effet, ma conception de l'action politique, mon expérience, mes convictions sont là pour témoigner que je ne conçois pas l'engagement comme une aventure personnelle mais comme une entreprise collective avec les compromis nécessaires, la fidélité et le travail d'équipe que cela implique.

C'est parmi les miens, les socialistes, que je continue à avoir envie de défendre cette conception de la politique, de la faire partager par un nombre croissant de femmes et d'hommes. Car aucun projet de transformation de la société

la démocratie au cœur !

ne peut être réalisé sans le concours des socialistes. Et puis nous avons montré à plusieurs reprises notre capacité à rebondir, au grand dam de ceux qui pronostiquaient notre disparition.

Quel est votre meilleur souvenir en politique ?

Incontestablement le 10 mai 1981, mais également la joie sans mélange de ces milliers de Parisiens anonymes, réunis place Gambetta, dans le XX^e arrondissement, pour fêter la victoire sans bavure de la gauche aux municipales, au soir du 18 juin 1995. Alors une nouvelle page de l'histoire de Paris allait pouvoir s'ouvrir. Mon travail aujourd'hui est que cette page devienne la première d'un chapitre encore neuf, auquel je souhaite imprimer ma marque : Paris, ville modèle d'une démocratie participative, conduite avec et pour les citoyens, pivot d'un humanisme européen ressourcé pour influencer et séduire le monde entier.

Comment ressentez-vous le creusement de ce fossé qui sépare de plus en plus profondément le peuple de ses élites ?

J'appartiens à cette génération venue au monde pendant ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, période à la fois très ancienne et très proche par rapport à celle que nous vivons. Dans les années soixante et soixante-dix, on « entrait » en politique comme d'autres entraient en religion. C'était une vocation, une sorte de sacerdoce, car la politique comportait alors une dimension existentielle, au sens où une expérience politique pouvait donner une signification à l'existence entière.

Je me suis d'abord engagé pendant la guerre d'Algérie dans le syndicalisme étudiant d'alors ; puis, au lendemain de mai 1968, je suis entré plus directement en politique. Au temps de l'« État-UNR », comme beaucoup, j'ai préféré un engagement politique à une carrière professionnelle qui était toute tracée. Cela allait de soi à l'époque ; et que dire de ceux des militants de gauche et des syndicalistes qui nous avaient précédés, qui avaient souvent sacrifié leur carrière,

politiquement libre

mais qui avaient également souffert moralement et matériellement de leur engagement ! La gauche, ne nous y trompons pas, demeure la mémoire douloureuse de ces temps difficiles, mais elle reste, en même temps, une vraie poésie vivante, pleine de l'espérance de l'avenir dont elle est grosse.

« Changer la vie », disions-nous, non sans une certaine emphase, mais avec autant de sincérité que d'espoir. Il y avait, il y a toujours eu des habiles dans le mouvement socialiste, dans la gauche française ; mais alors les habiles ne prospéraient que médiocrement à l'ombre des dévouements innombrables des militants, ou bien, piteusement, ils changeaient de camp. C'était un temps où les partis, les syndicats exerçaient une véritable force d'entraînement ; les individus qui militaient pensaient que leur concours, modeste en lui-même, conjugué à celui de milliers d'autres, pouvait faire avancer la société. Ils étaient habités par la certitude d'une réussite prochaine de leur projet collectif et ne se posaient qu'incidemment la question de leur destin individuel. Aujourd'hui, certains trouvent cela niais ; je regrette pour ma part ce qu'avait de désintéressé cette éthique des militants de l'époque.

Il est vrai que c'était un temps où la gauche invoquait le peuple, les libertés à conquérir, la révolution. C'était un temps où la droite, ayant réussi sa reconversion dans le gaullisme gouvernemental, incarnait un certain nombre de grandes idées, la liberté à défendre, l'intérêt général, la France. Notre génération, aujourd'hui, peut-elle se faire comprendre de la suivante ? Mais n'a-t-elle pas donné le mauvais exemple, de renoncements en reconversions individuelles ? N'est-elle pas passée, trop facilement, de la politique vécue comme une ambition collective à la politique utilisée comme l'outil d'une ambition personnelle ?

Était-ce vrai également à l'intérieur du PS ?

En 1971, vous l'avez rappelé, j'ai fait partie des fondateurs du Parti socialiste d'Épinay. Dans les années soixantedix, j'ai été l'un des artisans de la ligne dite

« autogestionnaire », qui essayait de tracer une voie originale entre le communisme d'État et la social-démocratie conformiste. J'ai donc été, au cours de cette période, l'un des théoriciens de l'autogestion conçue comme le processus d'une prise de responsabilités croissante par les citoyens et par les producteurs, avant, pendant et après la conquête du pouvoir d'État.

Il s'agissait pour moi d'une aspiration profonde et qui m'habite encore aujourd'hui. Je l'avais tirée de mes sources historiques d'inspiration, à savoir le mouvement syndicaliste d'auto-émancipation, mais aussi le marxisme et le socialisme démocratique. Nos amis du PSU se situaient, eux, dans une autre logique qui évacuait ou tentait d'évacuer l'importance de l'État et qui faisait de la conquête de l'État une condition nécessaire au changement, alors que pour moi il s'agissait d'un préalable.

Dans ces années soixante-dix, il y avait déjà, pour le meilleur comme pour le pire, la volonté de lier la réflexion théorique, la méditation sur l'Histoire, avec la pratique vécue sur le terrain. Ainsi ai-je essayé, avec quelque constance, de joindre les actes aux paroles. Par exemple, en tant que responsable du secteur entreprises du Parti socialiste, je me souviens d'avoir fait adopter par le Parti socialiste de François Mitterrand, en 1973, le triptyque « lutte pour le contrôle, contrôle, autogestion ». Surréaliste, dirait-on aujourd'hui où affirmer la volonté de lier la théorie à la pratique, de s'inscrire dans une grande tradition, c'est s'exposer soit à l'incompréhension du plus grand nombre, soit à la commiseration des « renonçants ». Vingt-cinq ans plus tard, je n'ai pourtant toujours pas renoncé à inscrire une pratique politique dans la trajectoire d'une réflexion théorique.

Un autre exemple ?

Autre témoignage, autre moment fort : à la fin des années quatre-vingt, Pierre Mauroy m'a confié l'élaboration du nouveau projet du PS ; un PS qui n'avait pas encore fait, à l'époque, son Bad Godesberg, ce congrès de la

politiquement libre

social-démocratie allemande qui avait décidé, au milieu des années cinquante, d'abandonner la référence à la doctrine marxiste. Les socialistes français continuaient de préconiser nombre d'idées révolutionnaires qui n'étaient plus du tout conformes à leur pratique gouvernementale ; la doctrine – celle de Guesde et de Jaurès à peine retouchée par Blum – avait été frappée d'obsolescence, déclassée par la pratique gouvernementale. Il fallait faire cet effort au lendemain du congrès de Rennes de mars 1990, qui fut – chacun s'en souvient encore – un spectaculaire suicide collectif en direct, illustrant l'incapacité des responsables du socialisme de l'époque à défendre des idées. Alors – c'était hier –, seuls des conflits de personnes, d'intérêts et de clans réussissaient à mobiliser les militants organisés en tribus, obnubilés par le seul avenir de leur petit chef ; mais il est vrai, à leur décharge, que leur devenir propre en dépendait totalement.

Ce projet a été conçu comme une reprise de contact avec une réalité qui avait profondément transformé la société française depuis trente ou quarante ans. Ce fut une enquête de terrain et un dialogue avec le monde de la pensée, des dizaines d'intellectuels parmi les meilleurs de leur temps furent associés à cette réflexion, Paul Ricœur, Edgar Morin, Cornelius Castoriadis, entre autres.

L'état des lieux fut parfaitement explicite : la société avait muté, la grande transformation du monde à l'œuvre appelait un nouvel âge de la démocratie rendu nécessaire par l'essor de l'individualisme de masse, par la mondialisation des produits et des images, par le déclin d'États devenus trop petits, selon la formule bien connue, pour les grandes choses, mais bien trop grands pour les petites choses.

Je crois qu'à l'époque j'avais convenablement analysé cette crise, cette mutation et ses conséquences pour la démocratie française. Dès lors, j'ai été amené à proposer un « nouvel horizon », qui comportait l'affirmation d'une démocratie comme projet à jamais inachevé, et affirmait le besoin de citoyens responsables délibérant de leurs droits et de leurs devoirs. Cela étant, je ne faisais que reprendre

l'approche d'un Claude Lefort¹ qui, dans *L'Invention démocratique*, avait jeté les bases philosophiques d'une telle analyse. Ce texte a d'ailleurs reçu un accueil favorable des principaux dirigeants du PS – de Michel Rocard comme de Laurent Fabius – et de bon nombre d'analystes ; cette réaction contrastait, je dois le noter, avec le discrédit dans lequel était enfermé le Parti socialiste à l'époque. Disons cependant, pour épargner ma modestie, que si ce texte surprit agréablement à sa parution, il se révéla, par la suite, totalement inopérant. Il n'a changé en rien, même après son adoption, les comportements des uns ou les attitudes des autres.

Et, à votre avis, pour quelles raisons ?

Ce texte de principe, orienté vers les valeurs, était destiné à être soumis à ce que Marx appelait la « critique rongeuse des souris ». Il n'avait aucune vocation à être mis en œuvre dans sa dimension éthique comme pratique. Les socialistes ont longtemps gardé l'habitude de réunir des congrès idéologiques dont les débats étaient complètement déconnectés des enjeux réels. Il s'agissait en quelque sorte d'être ferme sur les principes, mais souple dans l'application... Ces temps sont heureusement révolus, du moins personne ne semble en douter.

Quelques mois plus tard, j'ai été chargé d'élaborer la plate-forme du PS pour les élections législatives de 1993. J'ai pu alors faire adopter l'idée du contrat électoral, idée que la classe politique a désormais reprise mais qui à l'époque était inédite. En revanche, toutes les conséquences quelque peu novatrices que j'inscrivais dans cette perspective furent repoussées, sans exception. Par exemple, la proposition pourtant simple – et qui aurait évité quelques tracasseries ultérieures – que figure dans le contrat proposé aux citoyens par les candidats socialistes un clair engagement en matière de transparence financière. Cette mesure simple fut refusée comme les autres.

1. Claude LEFORT, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Fayard, Paris, 1981.

politiquement libre

Par tout le monde ?

Presque tout le monde. Quelques-uns étaient pour, mais, hélas, ce n'étaient pas les plus nombreux.

Est-il indiscret de vous demander qui était effectivement pour ?

L'indiscret serait de me demander ceux qui étaient contre. Mais passons.

Une autre proposition n'a pas, non plus, reçu un accueil très favorable : le non-cumul de mandats. Les avis étaient partagés et il y avait à peu près autant de pour que de contre, mais on n'a pas réussi à avancer. Depuis, les sénateurs de droite ont pris le relais...

Je peux vous donner un troisième exemple du conservatisme des appareils en général et de celui du PS en particulier : j'avais souhaité que l'on trouve un moyen pour représenter les acteurs « invisibles » de la société, ceux qui sont exclus, marginalisés ou ignorés par les formes traditionnelles de représentation : les jeunes, les locataires, les usagers du service public. Mon projet consistait à mettre en œuvre un certain nombre de procédures pour qu'ils aient la capacité de s'exprimer, et voix au chapitre. Cette timide avancée en faveur d'une démocratie moins classiquement représentative fut, à son tour, balayée, au nom sans doute d'un réalisme fort et d'une sorte de répugnance vis-à-vis de toute avancée démocratique, réputée dangereuse.

Je crois avoir tiré, en tout cas pour ce qui dépend de moi, les conséquences de cet « aggiornamento » idéologique que représentait ce projet socialiste, passé aux oubliettes à peine les débats terminés autour de son contenu. J'ai repris le flambeau, sous ma seule responsabilité, à travers l'expérience locale que j'ai pu conduire depuis les années 1993 et 1994 dans le XX^e arrondissement de Paris. À la tête d'une équipe soudée, j'ai alors tenté de traduire modestement et de mettre en pratique méthodiquement les enseignements que j'avais tirés de cette enquête et de cette réflexion, afin de faire vraiment de la politique autrement.

la démocratie au cœur !

De la politique autrement ? Comment cela ?

C'est à ce moment que j'ai acquis la ferme conviction que la politique devait être repensée et refondée à partir de la base, c'est-à-dire à partir du terrain. La politique appelle des pratiques nouvelles d'implication directe, individuelle et collective, car la démocratie ne vaut que par la qualité des citoyens qui la composent. Notre tâche consiste à laisser ouverte la possibilité de faire de la politique, et donc de concevoir la politique comme l'activité de citoyens égaux parce que tous dotés d'une opinion raisonnable, argumentée, tous capables de concourir à la délibération, à la formation de l'opinion et aux choix essentiels.

Ainsi se met-on en mesure de revenir à « l'exception française », à ce moment inaugural de la Révolution française qui a ouvert une brèche, jamais vraiment refermée, malgré les efforts pour l'oublier ou la nier ; une brèche qui semble aujourd'hui prête à se refermer complètement. J'espère que nous pourrons faire en sorte de laisser ouverte, du moins en France et donc en Europe, une voie susceptible de démentir les prophéties de la « fin de l'Histoire ».

Comment expliquez-vous, avec le travail que vous avez fait, que vous n'avez jamais été appelé à prendre des responsabilités publiques de premier plan ?

Je ne répondais sans doute pas à certaines des attentes du Prince...

Plus précisément, quels étaient vos rapports avec le président de la République ?

Ils étaient anciens et même confiants, mais je n'ai jamais appartenu à la maison Mitterrand. Une chose était alors de militer et d'animer la formation politique qui était majoritaire, une autre était de participer au système réel du pouvoir. Un système terriblement concentré autour de la seule fonction présidentielle, l'action du gouvernement comme sa composition restant soumises à de subtils dosages

politiquement libre

et à de complexes équilibres, subordonnés au pouvoir du Prince.

Mais que fallait-il faire pour pénétrer dans ce cercle magique du vrai pouvoir ? Quelles étaient les règles qui faisaient fonctionner – vous l'avez observé de près – le pouvoir ?

Il vous suffit de relire les grands classiques, et notamment ceux écrits à Florence à l'aube du XVI^e siècle. *Le Prince* de Machiavel doit savoir feindre et dissimuler à propos. Au siècle suivant, *L'Homme de cour* de Baltasar Gracián recommande que les choses que l'on veut faire ne soient pas dites et constate que celles qui sont bonnes à dire ne sont pas bonnes à faire. Un siècle de plus et l'abbé Dinouart propose dans *L'Art de se taire* une technique de gouvernement des autres dans laquelle le silence politique s'impose à l'homme prudent. Il y a, on le voit, une grande permanence dans les jeux du pouvoir, et ces textes, même écrits à d'autres époques, vous renseigneront plus sûrement que des témoignages qui risqueraient, aujourd'hui encore, d'être entachés par l'écume des passions.

Revenons à notre propos, celui de la démocratie, que vous souhaitez « participative » et donc globale. Y a-t-il, pour vous, recouvrement des notions de démocratie participative et de démocratie locale ?

La forme française de la démocratie, c'est-à-dire la République, veut l'implication personnelle et motivée du citoyen. Or, la liberté est aujourd'hui conçue moins comme la participation aux affaires communes, aux affaires publiques, que comme la faculté de disposer d'un espace individuel, géré à sa guise. La liberté est en somme un droit sans la contrepartie, pourtant nécessaire, de la responsabilité qu'elle implique ou devrait impliquer.

Nous oublions trop volontiers notre dette à l'égard des institutions politiques qui nous ont émancipés de la plupart des formes de sujétion : le clan, la famille, la caste ou la communauté. La société privée reste par excellence le

support des inégalités de classe alors que la société politique est devenue la sphère des égaux, par principe. Il faut revenir aux sources de la démocratie qui veut que des citoyens libres délibèrent au sein d'un espace public démocratique, forme moderne de l'agora ou du forum. Ils déterminent au sein de ces espaces publics les objectifs et les moyens du bon gouvernement. Dire cela, n'est-ce pas énoncer une fausse évidence tant nous avons désappris ce qu'implique la démocratie ? Ce devrait être une utopie mobilisatrice, une revendication, une exigence. Alors que ce n'est plus qu'un mot banalisé, affadi, une évidence sans contenu ; comme si la démocratie était un acquis définitif.

Si l'on se place dans cette optique, qui est celle du retour aux sources, en deçà même de la fondation de la forme républicaine de la société politique française, il convient alors de se proposer de réenraciner la démocratie. Et donc de réactiver des pratiques de démocratie directe, renouant avec certaines formes du mouvement d'émancipation français et européen, depuis le courant d'affranchissement des communes, à l'aube de la Renaissance, jusqu'aux mouvements sociaux et politiques progressistes les plus contemporains.

J'en veux pour confirmation cette expérience que je conduis dans le XX^e depuis maintenant quatre ans, où le local, la proximité permettent de retrouver une écoute mutuelle, et d'instaurer – au fil des jours – une pédagogie de la citoyenneté. Inventer de nouvelles formes de culture urbaine, recréer des communautés vivantes, encourager l'autonomie : autant de supports favorables à l'invention démocratique.

Je reste vraiment convaincu que l'on ne peut pas participer ni faire participer à la délibération politique en l'absence de racines et de repères. Les repères sont ceux de l'État constitutionnel, du parti politique, du syndicat, de l'association : ils constituent les bornes de l'action collective. Les racines, qui irriguent cette action et l'ancrent dans la vie quotidienne, sont celles du territoire sociétal : un individu privé de racines est un citoyen sans attaches, un étranger dans la Cité.

le retour du politique

néanmoins bien réelle. Les associations comptent plusieurs centaines de milliers d'administrateurs, obscurs mais dévoués, assurant par leur présence le fonctionnement d'organisations qui irriguent, de leurs services et activités, l'ensemble de la société.

C'est pour cet ensemble de raisons – conscience d'une responsabilité politique vis-à-vis de la société, présence d'une hiérarchie en charge du long terme et des valeurs, large présence démocratique – que je considère que l'économie sociale devrait être à la fois mieux connue et davantage soutenue. Car elle porte bien en elle les prémices d'une quatrième « piste de solution », pour reprendre votre expression qui date un peu – convenez-en – du temps de feu la « deuxième gauche ».

Lorsque vous soutenez de telles pistes de solution – je persiste –, n'allez-vous pas bien au-delà de la vieille utopie marxiste... ?

En un sens, car le problème est que l'accumulation capitaliste, hier en procès, n'est plus du tout contrôlée par des systèmes nationaux, ceux-là mêmes qui avaient permis d'aboutir à un certain nombre de « compromis » favorables à un développement continu et régulier de la production comme de la consommation, ainsi qu'à une négociation équilibrée du progrès social. C'est ainsi qu'était intervenue, et avec un succès incontesté, la régulation keynésienne des années trente, puis la régulation, disons social-démocrate, dans l'Europe des années cinquante et soixante. Aujourd'hui, il faut restaurer la pensée d'une économie sociale de marché régulée pour le temps à venir.

Le socialisme moderne doit agir pour assurer un développement économique viable et durable. Nous avons une commune responsabilité à l'égard de l'humanité. Tous les hommes aujourd'hui devraient peu à peu se sentir responsables et solidaires les uns des autres, qu'il s'agisse des habitants du Nord par rapport aux habitants du Sud, des générations actuelles par rapport aux générations futures, des nantis par rapport aux exclus. Sinon, nous aurons non pas

une économie de marché, mais une société de marché, selon l'heureuse expression de Lionel Jospin.

Les enjeux d'une véritable démocratie participative

Vous venez de souligner l'émergence, lente mais réelle, de « nouvelles régulations », politiques, économiques ou écologiques. En soulignant les contradictions de l'ultralibéralisme, elles facilitent l'apparition de nouveaux horizons pour ce socialisme moderne que vous appelez de vos vœux. Mais ce socialisme ne pourra pas faire l'économie de « nouvelles pratiques ». Quelles pourraient-elles être, selon vous ?

Ma conviction, cela ne vous surprendra plus, est que ces nouvelles pratiques démocratiques qui sont partie intégrante du socialisme moderne reposent très largement sur la démocratie participative. Ainsi s'expliquent d'ailleurs ces va-et-vient que nous faisons constamment entre une approche théorique du socialisme à venir – au risque de décevoir les militants de terrain à la recherche de recettes – et le caractère concret de notre expérience démocratique dans le XX^e arrondissement – au risque d'agacer les théoriciens en chaise longue. Ma conviction est, en effet, que cette dialectique « terrain-théorie » est plus nécessaire que jamais pour réussir à avancer pas à pas. Edgar Morin recommande, et depuis belle lurette, de « penser global » et d'« agir local ». Notre démarche ne fait pas autre chose. Sa difficulté est de maintenir sans cesse le courant d'échange, l'itération entre le global théorique et le concret expérimental des nouvelles pratiques.

Mais la démocratie participative ne se décrète pas. Le colloque du club Paris Citoyen de juillet 1999 avait bien montré que les expériences de démocratie locale permettent que, peu à peu, l'on passe insensiblement de l'écoute, très utile bien sûr pour les élus, à l'apprentissage de la décision, qui, lui, modifie profondément le rapport entre l' élu et les citoyens. L' élu devient alors un « élu-citoyen » et les citoyens sont amenés à sortir de leur condition habituelle de

le retour du politique

clients ou d'assistés, acquérant ainsi des marges d'autonomie.

Là réside le ressort de la démocratie participative. Sa logique ascendante, du terrain vers les décideurs, enrichit la démocratie représentative. C'est une logique citoyenne, économique, sociale et culturelle. Ce faisant, elle crée ces nouveaux modes d'action, ces nouvelles pratiques, ces nouvelles formes de vivre ensemble qui se dégagent de toutes les expériences, devenues progressivement des réalités. Comment expliquer autrement la naissance de la première « régie de quartier » à Ménilmontant ? Les premières expériences d'urbanisme concerté, comme dans le bas Belleville ? Les nouveaux comportements des directions de la Ville, acceptant de venir plancher devant la population dans les conseils de quartier pour débattre de l'aménagement d'un square ou de la restructuration d'un secteur ? Il n'y a guère de mystère : la démocratie participative, c'est sans aucun doute, pour les élus, de la sueur, du stress et des nuits courtes, mais c'est aussi le respect du contrat et le gage de l'efficacité. Cette efficacité retrouvée est la clé de la crédibilité, de la confiance dont bénéficie cette nouvelle pratique de la politique que je recommande, parce qu'elle me paraît préparer les voies du retour de la politique.

Oui, il y a bien un mouvement de fond qui est en train d'ébranler nos sociétés exigeantes et sceptiques. Or, partout, les politiques de la ville, quel que soit le nom qu'on leur donne, butent sur des modes de pensée trop traditionnels, héritage des mœurs d'une société industrielle déclinante et des pratiques étriquées d'une démocratie classique. Partout, on ressent le même désenchantement, la même colère contre des élus jugés trop éloignés du terrain ; le même rejet du caractère trop technocratique des politiques menées ; le même refus de n'être consulté qu'au moment des élections.

On ne peut plus parler de démocratie participative locale sans faire référence à une tendance profonde mais relativement récente dans la vie politique : l'aspiration irréprouvable à de nouveaux droits. Chaque fois que le pouvoir politique accepte d'en donner l'occasion, on assiste à une occupation par les citoyens de nouveaux lieux de pouvoir dont ils

s'emparent. Dans les quartiers naissent de nouvelles exigences quant à l'association aux affaires de la commune, mais aussi, puisque tout est solidaire, aux affaires nationales. La démocratie participative locale n'est qu'une des manifestations d'une exigence démocratique plus large, qu'elle suscite. Le local et le global ont décidément partie liée.

Quelque chose ne peut plus durer dans le fonctionnement politique actuel. Une crise se prépare qui va éclater lorsque ceux « d'en bas » prendront conscience qu'ils ne veulent plus être dirigés comme cela. Dans le même temps, ceux « d'en haut » constateront qu'en fait ils ne peuvent plus continuer à diriger comme cela !

Pouvez-vous être plus précis ?

Désormais, l'efficacité de l'action publique – et donc de la politique – ne repose plus seulement sur des dispositifs et des financements, mais aussi et d'abord sur la capacité à mobiliser les énergies en amont des projets, à susciter une « ingénierie » du lien social et de l'action collective.

Les nouvelles pratiques de la démocratie reconnaissent que la première fonction des citoyens-élus est de favoriser la participation de tous les « citoyens-habitants-usagers » à la définition et à la construction de leur cadre de vie. Il ne suffit plus aux hommes politiques de conquérir le pouvoir, il leur faut l'utiliser à bon escient. C'est ce que l'on appelle la « bonne gouvernance ». Tenir les promesses de la campagne électorale, certes, mais tout autant rester, en permanence, à l'écoute des citoyens, de leurs problèmes. Et surtout être capable de les impliquer. L'exigence démocratique contemporaine rencontre ainsi la tradition républicaine qui veut que l'opinion, source de la volonté générale, soit personnellement et rationnellement motivée.

À cet égard, force est de constater que l'opacité des processus, l'anonymat des lieux de décision, la négation du dialogue équilibré entre les élus et les citoyens aggravent le déficit démocratique. À Paris, dans la capitale qui devrait être un modèle de démocratie active, la réalité dépasse de ce

le retour du politique

point de vue l'entendement. Raison de plus pour se battre et faire en sorte que Paris retrouve son rôle de phare ; et que les conditions d'un dialogue fécond entre les élus et les citoyens soient établies, fondées sur la réciprocité des échanges, l'intelligibilité des propos et le caractère réglé de la discussion.

Je pense que, grâce à vous, notre discussion n'aura pas été trop dérégulée, et je vous en remercie.

Épilogue

Paris est une métropole mondiale qui s'ignore. Trop petit – dans ses limites présentes – pour tenir sa place dans une compétition internationale exacerbée, Paris est le cœur d'une région trop grande pour continuer d'être gouvernée par les actuelles instances de pouvoir, dispersées, chétives, incohérentes. Victime en outre d'une « idéologie », bien française, naturellement hostile à la grande ville, et favorisant une jalousie féroce vis-à-vis de tout ce qui n'est pas médiocrement comparable.

Paris reste pourtant une chance pour la France et pour l'Europe. Parce qu'elle a été la Ville Lumière qui a réchauffé et rendu visible le monde. Parce qu'elle continue de symboliser l'élégance, la créativité, l'excellence. Parce que la France ne sombrera pas dans un nivellement anonyme tant que sa capitale restera le lieu d'une autre qualité de vie et d'un autre modèle de société. C'est pourquoi Paris doit s'affirmer, avec une force recouvrée, comme une référence, pour nous et pour les autres, comme un chemin certes difficile, mais qui conduit bien quelque part. Le pouvoir politique doit donc y retrouver une visibilité qui rende les enjeux perceptibles.

Pour les forces de progrès, l'échéance de 2001 ne sera pas un simple témoignage de plus. Les circonstances et les défis à relever nous investissent de la responsabilité de faire triompher l'alternance sans laquelle l'alternative – désormais à notre portée – serait dépourvue de portée effective. Il nous

politiquement libre

faudra viser juste pour rassembler et mettre en mouvement le peuple de Paris.

Le choix le plus conséquent à cet égard est la stratégie de l'audace démocratique qui nous recommande de proposer de nouvelles pratiques de transparence et de participation, celles-là mêmes déjà expérimentées avec des résultats somme toute probants. Ce qui nous permettra de conduire ensuite les changements nécessaires, de vaincre les pesantiers et peut-être même de réconcilier les Parisiens avec la politique. Une telle option fera du « projet pour Paris » l'œuvre du plus grand nombre, car l'ère des programmes clés en main est révolue comme l'est celle des politiques qui ont réponse à tout.

Paris a été – et reste dans la conscience collective – la capitale légitime de la démocratie, la ville qui a éclairé le monde de ses inventions fortes, de ses initiatives prémonitoires, de ses colères exemplaires. Ce sera donc par la démocratie – moyen le plus efficace pour réveiller les élus, le peuple comme les « importants » – que la capitale renouera le pacte historique qui unit la population parisienne avec la liberté. Ce sera par elle que s'institueront de nouvelles pratiques, un nouvel ordre urbain, une nouvelle citoyenneté. Bref, que la capitale redeviendra une ville où il est possible de bien vivre mais aussi d'exercer sa responsabilité de citoyen. Au moment où le destin de l'Europe se joue, alors que les peuples et les cultures luttent pour leur survie, Paris n'a pas encore apporté sa pleine contribution à la société qui vient.

Moi qui consacre ma vie à la chose publique, je voudrais formuler un vœu. Dans un monde où les paysages s'uniformisent, comme sont contraints de le faire les êtres et les choses, je veux affirmer la nécessité d'une résistance au pareil, à la confusion, à la disparition de la qualité et de la substance. Je vois au contraire Paris comme une métropole de l'hospitalité universelle, un foyer des libertés de l'esprit, une nouvelle Athènes où la politique aura retrouvé droit de cité. Cela n'est pas un rêve ; si, toutefois, vous le voulez...

Michel CHARZAT, septembre 1999

Postface

par Claude Neuschwander

Nous nous sommes rencontrés, Michel Charzat et moi, autant par hasard que par nécessité. Son activité d'homme politique traversait alors une parenthèse et il avait accepté de conduire un travail de réflexion sur le thème de l'« entreprise citoyenne ». Plusieurs responsables d'entreprises importantes, agacés par l'usage immodéré et le plus souvent injustifié de cette expression, avaient décidé d'en avoir le cœur net ; Michel Charzat s'était ainsi vu confier une étude pour explorer les contenus possibles du concept et ses conséquences, à moyen et long terme, à la fois sur le plan de l'économie, du social et du politique.

Il se trouve qu'à ce moment-là je travaillais moi-même, de façon plus modeste, et en tant que consultant, sur des thèmes voisins. C'est comme cela que nous avons entamé, voilà une bonne demi-douzaine d'années, la collaboration qui nous a conduits, aujourd'hui, à publier ce livre. Mais je dois bien reconnaître que cette relation a commencé dans un climat de quasi-méfiance : tout en effet, *a priori*, nous séparait, voire nous opposait. Professionnellement, il est un homme politique ; je suis un homme d'entreprise. Je le suspectais donc naturellement d'être plus intéressé par le court terme et les

politiquement libre

apparences que par le fond des choses et les perspectives à long terme. Idéologiquement, son parcours s'est longtemps confondu avec celui du CERES, dont il fut l'un des principaux animateurs et dont il est resté, des années durant, un inspirateur et un dirigeant ; alors que toute mon activité militante s'est déroulée dans ce qu'il est convenu d'appeler la deuxième gauche, à la recherche de la société civile, et en conduisant, sous des formes diverses, des expérimentations sociales risquées.

À ces éléments factuels s'ajoutait le poids des apparences : j'aime travailler dans la chaleur d'une équipe bien soudée et, je dois l'avouer, qui aime à rire en travaillant. Michel Charzat m'apparaissait comme un homme au profil quasi psychorigide, un solitaire étranger aux processus de réflexion créative. Mon sentiment était qu'il ne correspondait en rien aux équipiers avec lesquels j'étais habitué à travailler. Je n'avais donc finalement accepté cette collaboration, intéressante, il est vrai, par le sujet traité, que comme une sorte de nécessité, un mauvais moment à passer, si j'ose dire.

Je dois avouer que la suite de l'aventure vit successivement chuter, un par un, ces différents préjugés. Le premier à tomber fut celui du professionnalisme : je découvris vite que Michel Charzat était un homme rigoureux et précis, qualités de base du consultant. Mais aussi – et cela me surprit davantage – un homme d'imagination au meilleur sens du terme : non pas au niveau ordinaire des idées qui fusent, mais à celui des concepts qui se construisent. Je m'aperçus aussi qu'il avait intériorisé une véritable expérience d'entreprise, acquise lorsqu'il présidait le Haut conseil du secteur public et qu'il était l'interlocuteur permanent des dirigeants de ces grandes sociétés.

Le second préjugé à s'effondrer fut celui du caractère. J'ai longtemps cru avoir une bonne intuition de la nature des hommes qui se trouvaient en face de moi. J'ai constaté avec Michel Charzat à quel point j'avais été trompé par ses apparences et surtout par sa trop grande modestie : je le croyais froid et je découvris progressivement à quel point il était chaleureux et attentif. Je le craignais rigide et,

disons-le, fait d'un certain mélange de technocratie et d'idéologie : j'ai constaté que ses compétences évidentes se mâtinnaient de beaucoup d'humour et même de drôlerie. L'idéologue se révèle ainsi être un homme de convictions, ouvert au dialogue ; le technocrate se révèle un homme d'expérience et de terrain, certes avec des compétences diverses et variées, mais sachant douter et parfaitement préparé à toujours écouter, apprendre et débattre.

Ainsi peu à peu se sont nouées, de façon surprenante, des relations personnelles qui sont passées successivement de méfiances additionnées à une véritable coopération dans le travail, de préjugés intuitifs à la découverte d'une personnalité riche et attachante, de l'indifférence à une certaine forme de sympathie puis aux prémices d'une amitié construite, faite de confiance et d'estime réciproques. Cette évolution a été, en outre, largement renforcée par la découverte de nos convergences majeures sur les problématiques de la démocratie.

Tout au long de ma vie, je me suis, en effet, passionné pour la démocratie : au club Jean-Moulin, j'avais participé aux travaux qui avaient abouti à la publication de son premier livre, *L'État et le Citoyen*, recherche sur les moyens et les enjeux d'une rénovation de la République peu après la faillite constatée de mai 1958. À Sarcelles, lieu emblématique des nouvelles cités de l'époque de la crise du logement, j'avais tenté de mettre en place, au travers d'un « conseil de résidents », élu au suffrage universel, une forme de syndicalisme de l'habitat, permettant la gestion collective, et donc démocratique, d'une ville conçue sans urbanisme et gérée sans le moindre respect pour les besoins réels des habitants. Chez Lip, j'avais commencé à rechercher, parmi tant d'autres soucis, les fondements d'une démocratie économique, réputée introuvable mais reconnue nécessaire. Et depuis vingt ans, comme consultant des collectivités locales, j'essaie d'expérimenter, sur le terrain, dans les domaines de l'économique et du social, la réalité d'une efficacité démocratique dont les modalités restent, bien entendu, à inventer.

politiquement libre

Cette expérience pragmatique de terrain m'a permis de confronter mes convictions avec celles de Michel Charzat, qui avait l'avantage sur moi d'avoir nourri et enrichi sa propre expérience d'élus proche du terrain d'une masse incomparable de connaissances théoriques, sociales et philosophiques.

Une première conviction, en forme d'interrogation, nous anime : la certitude que la démocratie, contrairement à ce que l'on croit généralement, est loin d'être acquise. La chute du Mur de Berlin ne signifie pas, contrairement à ce qu'avait écrit Fukuyama, la « fin de l'Histoire ». La démocratie grecque n'a duré qu'un peu plus de deux siècles, avant de disparaître pour deux mille ans, et celle des pays industriels a tout juste deux siècles. Rien n'est gagné, et le plus grand péril qui menace la démocratie est sans doute qu'elle n'est plus un objet de lutte, ni pour les citoyens, ni pour les élites : peu nombreux sont ceux qui sont prêts à se mobiliser pour quelque chose que l'on considère comme un bien acquis depuis quelques générations. Il est vrai que la devise républicaine, alors que l'on est si loin du compte en matière de liberté, d'égalité et de fraternité, ne mobilise guère plus. Comment peut-on passer d'une vision aussi inerte de la démocratie à une vision mobilisatrice ?

Une deuxième conviction a trait à l'objet même de l'ambition démocratique : pour la plupart des élus, la démocratie est vécue comme le moyen d'empêcher la confiscation du pouvoir par quelques-uns. Il s'agit là d'une vision excessivement réductrice, qui a conduit à d'interminables débats sur les mérites respectifs des démocraties de délégation, de participation ou de délibération. Mais ces débats concernent bien davantage les tenants du pouvoir que les citoyens eux-mêmes. Car la démocratie est aussi une façon de responsabiliser les citoyens et, d'une certaine manière, de les libérer. Dans une société où, pour reprendre l'expression d'Alain Touraine, la démocratie se dégrade en liberté de consommation et en supermarché politique, cet enjeu de libération individuelle est loin d'être mince. Mais il implique que la vision traditionnelle héritée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen soit complétée par une

déclaration symétrique des devoirs et des responsabilités du citoyen. Un nécessaire équilibre dialectique reste à établir entre l'organisation de la société qui résulte du choix démocratique, c'est-à-dire la République, et le citoyen, en tant qu'individu : si le curseur se déplace trop vers la seule organisation, le système risque fort d'être finalement confisqué par les élites en place. Si le même curseur bascule trop de l'autre côté, la société se heurte à des dysfonctionnements croissants, au désordre et à l'inefficacité, avec les conséquences que cela entraîne dans un monde où la compétition se joue au niveau des nations. Comment faire pour passer d'une conception négative de la démocratie à une vision équilibrée, positive et responsable, qui implique chacun des citoyens, à sa place et selon ses moyens ?

La troisième conviction résulte des deux précédentes, en forme d'interrogation : elle porte sur la nécessité de rapprocher le débat démocratique du citoyen. Plus les problèmes posés sont généraux, moins les citoyens se sentent impliqués. Il suffit de regarder les niveaux d'abstention selon la nature des consultations électorales pour se convaincre que la démocratie n'est vivante que si le citoyen se sent proche des enjeux en cause. À ce jeu, la commune et le canton rural gagnent à tous les coups. De là vient la conviction qu'il faut entamer la révolution de la démocratie locale. Non pas que nous croyions que la démocratie pourrait se résumer à celle-ci : les enjeux nationaux, européens et mondiaux sont tels que ce serait une belle illusion que de souscrire à cette vision réductrice. Mais notre certitude est que la démocratie ne vivra aux niveaux supérieurs de la nation ou de l'Europe que si les électeurs se comportent effectivement comme des citoyens : la démocratie locale est la meilleure école de la démocratie tout court. C'est là que l'on peut acquérir une appétence démocratique, une attente et, mieux encore, des exigences contagieuses ; c'est là que le citoyen peut se doter d'une connaissance fine des mécanismes démocratiques, là qu'il est à même de prendre les bons réflexes. Comment renforcer les mécanismes de cette démocratie locale ? Comment la faire vivre ? Comment la rendre efficace et donc crédible ?

politiquement libre

Par ailleurs, en témoin objectif, j'ai pu voir Michel Charzat, sur le terrain, apporter des réponses concrètes à ces diverses questions : comme candidat à la mairie du XX^e arrondissement de Paris, puis comme maire élu de cet arrondissement, l'un des plus peuplés de la capitale.

Pendant près de trois ans, j'ai été, à sa demande, président de l'Observatoire de la démocratie locale qu'il avait décidé de mettre en place ; il s'agissait d'apprécier, de façon critique, les efforts de la nouvelle municipalité en termes de démocratie locale, mais aussi de faire des propositions. Ce travail d'évaluation, supervisé par une brochette de sociologues réputés, était conduit sur le terrain par de jeunes sociologues qui menaient, pratiquement sans moyen matériel, les enquêtes nécessaires pour alimenter, de façon professionnelle, les débats de l'Observatoire. Deux rapports annuels ont été ainsi publiés sous ma responsabilité avant que je ne cède la place à Jean-Pierre Worms. J'avais en effet accepté d'animer les travaux d'un club politique fondé par trois des maires de gauche de la capitale et je craignais que cette seconde fonction, quelque peu engagée, n'apparaisse comme peu compatible avec le travail, forcément neutre, de l'Observatoire. Ce club, le « Paris Citoyen », a lui-même conduit un certain nombre de travaux avant de tenir à l'été 1999 un colloque à l'Assemblée nationale.

C'est dans ces conditions qu'il est apparu utile à Michel Charzat de tirer une synthèse en forme de livre des différents travaux ainsi menés : les travaux de réflexions et de débats autour de la démocratie locale comme clé et école de la démocratie, le travail de l'Observatoire autour des efforts animés par une municipalité imaginative – pourtant laissée sans aucun moyen par l'équipe de l'Hôtel de Ville –, puis les travaux conduits par les deux cents membres du club Paris Citoyen.

Ce livre résume, sous forme d'entretiens, les étapes de cette synthèse. L'espoir de ses auteurs est qu'il servira de façon générale la cause de la démocratie et, plus spécifiquement, qu'il permettra que Paris devienne à nouveau, en matière de démocratie locale, un modèle de « Lumières », en même temps qu'une école de la démocratie.



Table

Prologue : La démocratie au cœur !	5
---	----------

I. LA DÉMOCRATIE SANS LE PEUPLE

1. L'éclipse de la démocratie	33
Le poids des médias	33
Les exclus de la démocratie	37
Les défis de la mondialisation	39
Les limites de la « contagion démocratique »	45
2. Le crépuscule de la politique	51
Une double rupture historique	52
L'effondrement des grandes idéologies	54
La responsabilité des hommes politiques	59
3. Une société en quête de responsables	63
Le discrédit des élites	64
Forces et faiblesses du Parti socialiste	70
Le malaise de la justice	76
4. Le prélude à un renouveau démocratique	79
Les avancées de la démocratie locale	79
Les conseils de quartier du XX ^e arrondissement	83
Quelle représentation pour les « exclus » et les « invisibles » ?	90
Les quatre niveaux de la démocratie locale	93
Les limites d'une expérience	99
Les leçons de l'Observatoire de la démocratie locale	104

II. PARIS, UNE CAPITALE SANS CITOYENS

5. Un élu parisien se penche sur sa ville	113
Paris, capitale de l'« exception française »	114
Un siècle de domination de la droite parisienne	117

politiquement libre

Le « système Chirac »	122
Le difficile combat de l'opposition	125
L'opacité des finances municipales	128
Un triple impératif : démocratiser, décentraliser, déconcentrer	134
6. Paris, une ambition capitale !	141
Une « ville-monde » sans projet stratégique	141
L'État, Paris et la province	146
Paris et sa région : un atout pour la France	152
Déséquilibres démographiques et sociaux	157
Les conditions de rénovation de l'urbanisme parisien	161
Deux grands projets urbains	169

III. LE RETOUR DE LA POLITIQUE

7. Une nouvelle évaluation des valeurs	179
Une réforme réaliste	179
Le socialisme aujourd'hui	184
La question du marché	187
8. La gouvernance démocratique	191
Les effets du <i>leadership</i> mondial des États-Unis	192
L'émergence de nouvelles formes de régulation internationale	196
Les enjeux d'une véritable démocratie participative .	203
Épilogue	207
Postface, par Claude Neuschwander	209



Composition Facompo, Lisieux
Achevé d'imprimer en octobre 1999
par l'imprimerie Firmin-Didot
Dépôt légal : octobre 1999
Numéro d'imprimeur : 48610
Imprimé en France



Politiquement libre

Ce livre s'adresse à ceux qui refusent aussi bien l'« horreur économique » que le « politiquement correct ». Et qui ne s'accommodent pas de la langueur de la vie démocratique : élites décriées, militants désenchantés, représentation par les élus contestée, citoyens déresponsabilisés.

A l'ère technologique, face au « tout marché », la politique du XXI^e siècle reste à inventer, de la base au sommet. C'est la conviction qu'entend faire partager ici Michel Charzat, maire du XX^e arrondissement de Paris, sénateur socialiste de la capitale, acteur influent mais discret de la vie politique depuis plus de vingt-cinq ans. Exemples concrets à l'appui, il montre pourquoi et comment la démocratie locale, école et creuset de l'autonomie des citoyens, est le moyen nécessaire, sinon suffisant, de stimuler un nouvel appétit de participation politique.

Dans ce livre d'entretiens avec Claude Neuschwander – lui-même un passionné de démocratie économique et sociale –, Michel Charzat explore de façon très vivante les voies possibles de ce renouveau. Et il explique ce qu'il faudra mettre en œuvre pour que Paris – berceau de la démocratie moderne – redevienne un modèle pour le monde.



Michel Charzat, maire du XX^e arrondissement de Paris depuis 1995, est notamment l'auteur de La France et le déclin (PUF, 1988), Le Pari citoyen (Stock, 1998), et coauteur du «Projet socialiste pour la France», Un nouvel horizon (Gallimard, 1992).



Claude Neuschwander a été dirigeant de Publicis, Lip, la FNAC, Ten. Consultant auprès des collectivités locales et des organisations de l'économie sociale, il est notamment l'auteur de Le Libéralisme contre la démocratie (avec Alain Girard, Syros, 1997).



ISBN 2-7071-3114-8

98 F



3 7502 04470427 0

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.